

Le pouvoir aux travailleurs

15 NOV 1998

N° 60

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CORRUPTION : C'EST BEDIE QUI DIT QUE "L'EXEMPLE DOIT VENIR D'EN HAUT" ?	2 - 3
- C'EST TOUT LE REGIME QUI EST POURRI	4
- LA RENTREE SCOLAIRE : UN CAUCHEMAR POUR LES PARENTS PAUVRES	5 - 6
- GREVE DES COMMERCANTES ASPHYXIEES PAR LEURS FOURNISSEURS	6 - 7
- GROGNE DES PLANTEURS DE CACAO	7 - 8
- DES ECOLES AU RABAIS POUR LES PAUVRES	9
- L'EAU, UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE	9 - 10
- LES ORDURES !	10
- ABACHA A BATTU LE RECORD EN MATIERE DE CORRUPTION ? FAUT VOIR.....	11
- DECES DE DJENI KOBINA LA TRAJECTOIRE D'UN POLITICIEN BOURGEOIS ORDINAIRE	12 - 13
- AMERIQUE LATINE LA PAUVRETE ET LA MISERE ONT AGGRAVE LES CONSEQUENCES DU CYCLONE	13 - 14
- IL Y A 80 ANS SE TERMINAIT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE	14 - 17

**CORRUPTION
C'EST BÉDIÉ QUI DIT QUE
"L'EXEMPLE DOIT VENIR D'EN HAUT" ?**

Le 30 octobre dernier, un juge sud-africain, enquêtant sur les crimes passés du régime de l'apartheid, dévoile le nom de Bédié dans une affaire de trafic de pétrole en faveur de l'Afrique du Sud. Selon cette enquête que Mandela a vainement tenté d'étouffer pour ne pas offusquer Bédié, ce dernier, alors qu'il était président de l'Assemblée Nationale, aurait perçu une "commission" de 3 millions de dollars pour avoir facilité une livraison de pétrole au régime raciste d'alors et qui était sous embargo international.

Dans un premier temps Bédié s'est contenté de publier un communiqué par voie de presse selon lequel cette enquête du juge ne constituait aucunement une preuve, que c'était une affaire interne à l'Afrique du Sud et qu'en plus le dossier était clos.

Quelques jours plus tard, lors d'une journée du PDCI à Yamoussoukro, Bédié disait que c'étaient "des rumeurs calomnieuses et fantaisistes". "...Je n'ai jamais accepté de pots-de-vin", dit-il sans honte en proclamant que "rigueur morale renoncement à l'intérêt personnel au bénéfice de l'intérêt général" ont guidé "depuis toujours [sa] carrière publique". Il parle de son "combat...pour la moralisation de la vie économique et... politique" en précisant que "l'exemple doit venir d'en haut".

L'"exemple" vient, en effet, d'en haut mais dans le sens contraire de la profession de foi de Bédié. Et ce n'est certainement pas la première fois que son nom est mêlé dans une

affaire de ce genre. Rappelons seulement celle qui, en 1977, avait défrayé les chroniques à Abidjan. Il s'agit de l'affaire Sodésucre. Houphouët Boigny, qui n'était pas novice en matière de dilapidation des fonds publics, avait décidé de créer douze complexes sucriers en Côte d'Ivoire. Cette opération était conjointement supervisée par les ministres de l'Economie et des Finances (Bédié), de l'Agriculture (Abdoulaye Sawadogo) et du Plan (Mohamed Diawara). L'argent du projet a littéralement été dilapidé alors que six seulement sur les douze complexes étaient réalisés. Les projets ont été donnés à des sociétés, dont certaines étaient fictives, appartenant à des amis de Bédié. Les projets ont été surfacturés de 57 à 100%, soit un montant de 35 milliards de CFA de trop par rapport au prix du marché. C'est suite à cette affaire que le 20 juillet 1977 Bédié et ses deux compères ont été limogés par Houphouët. Bédié fut alors envoyé aux Etats-Unis comme ambassadeur avant de revenir plus tard comme président de l'Assemblée Nationale.

Corruption, détournements de fonds et trafics de tous genres font en effet partie des panoplies des gens du pouvoir pour s'enrichir sur le dos des contribuables. Ce sont des véritables parasites de la société dont il faudra un jour se débarrasser pour qu'enfin les richesses du pays soient utilisées au mieux dans l'intérêt de la grande majorité. Mais faudra-t-il pour cela mettre un gendarme ou un policier derrière chaque ministre et haut fonctionnaire? Et les policiers et gendarmes qui seront chargés de cette tâche, qui va les contrôler? Les ministres et les hauts magistrats eux-mêmes corrompus? Ce serait une histoire de serpent qui se mordrait la queue. Non, aucune loi, aucun homme de la bourgeoisie, fût-il intègre, ne peut mettre fin à la corruption car c'est tout son système qui est bâti sur le vol et le pillage. Seuls les travailleurs et l'ensemble des exploités, mobilisés, organisés et armés peuvent y parvenir en contrôlant et en exerçant démocratiquement le pouvoir, à tous les échelons. Ce faisant ils mettront non seulement fin à la corruption mais aussi à toute exploitation de l'homme par l'homme.

C'EST TOUT LE REGIME QUI EST POURRI

Le pouvoir et l'entourage de Bédié ne sont pas gâtés en ce moment. L'affaire du trafic pétrolier en faveur du régime de l'apartheid a-t-elle à peine été dévoilée qu'une autre affaire de détournement de fonds publics à Bouaké vient de voir le jour. Un "trou" de plus d'un milliard de F CFA a été constaté au Trésor Public de cette ville. Les responsables locaux avec la complicité des gens bien haut placés, vendaient en "parallèle" des timbres fiscaux dérobés du coffre-fort de Bouaké. N'est-il pas bizarre que les responsables nationaux du Trésor, les ministres des Finances et du Budget ne s'en sont même pas aperçus avant que plus d'un milliard ne se soit volatilisé? C'est sûr que maintenant que la chose est publique quelques têtes vont tomber. On trouvera peut-être quelques coupables parmi les petits calibres histoire de dire que le pouvoir lutte contre la fraude et la corruption.

Madame Bédié n'est pas du reste puisque son nom est cité dans une autre affaire de corruption. L'hebdomadaire "Argument" avait affirmé que lors de sa récente tournée au Liban Madame Henriette Bédié aurait perçu une somme de 600 millions de francs CFA pour qu'elle fasse pression auprès de la justice ivoirienne afin que celle-ci libère Roger Nasra. Cet homme d'affaires Libanais est accusé d'avoir détourné, avec

la complicité de 16 autres personnes ivoiriennes, dont certaines sont placées dans les hautes sphères de la finance publique, une somme de plus 950 millions de F CFA. Son procès devrait débiter le 17 novembre prochain. Notons que ce monsieur ne dort pas à la MACA. Il bénéficie du privilège de "résidence surveillée". Alors que pour une peccadille ces mêmes juges envoient sans hésitation les petites gens dans cette prison réputée pour les mauvaises conditions dignes des pires dictatures.

Ce n'est pas madame Bédié qui a porté plainte pour diffamation contre cet hebdomadaire mais le procureur lui-même qui, par excès de zèle, s'était "auto-saisi". La plainte a été, pour le moment, reconnue "irrecevable" étant donné que madame Bédié n'ose pas aller à la barre pour ne pas "gâter" son nom. Il n'empêche que deux journalistes de cet hebdomadaire ont déjà été interpellés. L'un a passé plus de 24 heures en prison.

Voilà donc quelques affaires rendues publiques contre la volonté du pouvoir de les étouffer. Mais sachons que tout l'appareil d'Etat ivoirien est pourri du sommet à la base. Plus on monte vers le sommet, plus c'est puant. Et ce qu'on voit de temps en temps en plein jour n'est que la partie visible de l'iceberg.

LA RENTREE SCOLAIRE : UN CAUCHEMAR POUR LES PARENTS PAUVRES

La rentrée scolaire est, pour les familles modestes, un vrai casse-tête car les dépenses occasionnées pour les fournitures et autres frais scolaires sont tellement élevées et les salaires tellement bas que certains parents n'y arrivent pas, même avec toutes les peines du monde. Un fonctionnaire en retraite raconte : "Lorsque les gens voient nos visages serrés à la rentrée, ils pensent que nous faisons exprès. Chaque rentrée pour nous est un véritable cauchemar... J'ai seulement trois enfants scolarisés en 2^{de}, 4^{ème} et CM1. Malgré tout cela, j'ai toutes les peines du monde à leur acheter le minimum". Il explique que pour la classe de 2^{de} les livres lui reviennent à 30 000F. Il faut ajouter à cela les cahiers de 100, 200 et 300 pages coûtant au moins 10 000F. Pour la classe de 4^{ème} les livres lui reviennent à 22 640F et les cahiers à 13 000 F. Pour l'enfant en CM1 il déboursa 24 510F pour les livres et 23 450 F pour les cahiers. A ces dépenses de base il faut ajouter les nombreux accessoires tels que les compas, règles, rapporteurs, équerre, crayons de couleurs, gommes... sans compter que pour certaines matières les professeurs peuvent exiger jusqu'à six livres et plusieurs cahiers pour chacune.

Un autre parent d'élève raconte : "Ma maigre pension de retraite ne suffit plus, les fournitures me prennent au bas mot 90% de mon budget... Chaque année on a beau prévoir nos

budgets, on est toujours dépassés par les prix. Tout augmente. Même les simples stylos qu'on avait à 30 F sont maintenant à 150 F et personne ne se plaint". En effet les prix ne cessent de grimper alors que les salaires eux sont bloqués depuis des années. Un cahier de 100 pages coûtait 145 F en 1995. Aujourd'hui il est passé à 250 F. Le cahier de travaux pratiques est passé de 800 à 1800F, même chose pour les "cahiers de recherche" de 200 et 300 pages. Chaque année les livres changent aussi de prix. Il faut ajouter 100, 1000 voire 2000F sur chacun. De plus, le ministère de l'éducation nationale avec la complicité des maisons d'édition, change les livres d'une année à l'autre pour certaines matières afin d'obliger les parents à acheter toujours de nouveaux manuels. Les anciens livres des aînés ne pourront alors même pas servir pour les plus jeunes.

Pour les parents dont les enfants arrivent en classe d'examens ou en année charnière (CP1, CM2, 6^{ème}, 3^{ème}, 2^{de} et terminale) c'est encore plus difficile car il y a plus de fournitures. Il faut y ajouter des cours de rattrapage, des annales d'exercices. "On doit payer des fiches, des calculatrices, des cahiers spéciaux au cours de l'année. On peut facilement allouer 300 000 f pour un seul enfant en classe d'examen ou en début de cycle" raconte un autre. "S'il y avait des associations de consommateurs dignes de ce nom,

nous parents d'élèves serions moins stressés et moins anxieux à cette période" déclare, à juste titre, un autre.

Bien évidemment tous les parents d'élève ne sont pas à la même enseigne. Ceux des

quartiers huppés comme Cocody ou Riviera n'ont rien de commun avec ceux d'Abobo, de Yop ou d'Adjamé entre autres. Les enfants des riches pourront étudier dans de bonnes conditions tandis que ceux des pauvres seront à la traîne faute de moyens.

GREVE DES COMMERCANTES ASPHYXIEES PAR LEURS FOURNISSEURS

Du 25 au 28 octobre dernier, pendant quatre jours, les mareyeuses (commerçantes de poisson en gros), membres du Groupement des professionnels du commerce de poisson et des produits de mer (GPCMER), étaient en grève pour protester contre la "concurrence déloyale" que leur livrent les importateurs et fournisseurs de poisson.

En effet, les commerçantes en gros de poisson et autres produits de mer achètent directement le poisson au port de pêche d'Abidjan et le revendent aux détaillants. Par exemple, elles achètent le poisson "Appolo" à 14.500 FCFA le carton et le revendent à 15.500 FCFA aux détaillants. Mais les fournisseurs les doublent et vendent, eux aussi, le poisson aux détaillants -au prix de vente en gros, c'est-à-dire à 14.500 FCFA.

De plus, les fournisseurs disposent non seulement des entrepôts, mais aussi des camions frigorifiques qui leur permettent de ravitailler directement les détaillants d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Dans un premier temps,

surtout à l'intérieur du pays, ils cassent les prix pour faire tomber les grossistes et demi-grossistes. Ensuite, une fois qu'ils prennent la place de ceux-ci, ils font remonter les prix.

A cette concurrence, classique dans la société capitaliste mais qui n'en souligne pas le moins le caractère impitoyable de celle-ci, s'ajoute une escroquerie appelée "vente liée" qui consiste à obliger les grossistes à prendre "un carton de poisson frais vendu avec un carton de poisson avarié".

Confrontées à cette exploitation, les commerçantes de poisson n'arrivent pas à s'en sortir. Bien au contraire, elles s'endettent sans cesse, comme l'a dit l'une d'entre elles: "Nous sommes criblées de dettes à cause de la cupidité de nos fournisseurs". Une autre a ajouté: "Les importateurs et fournisseurs ont faussé la règle du jeu en devenant grossistes et même détaillants dans la distribution du poisson".

C'est donc pour mettre fin à tous ces abus que les

commerçantes de poisson ont tenu à se faire entendre, en se mettant en grève. Pendant plusieurs jours, des tonnes et des tonnes de poisson ont pourri au port de pêche. Cette situation a commencé à peser sur tout le monde, à commencer par les consommateurs qui ne savaient plus avec quoi accompagner le principal plat quotidien, l'attiéké.

Alors, selon toute vraisemblance, pour éviter que le champ du mécontentement ne s'élargisse aux consommateurs de

poisson, le ministère du commerce a fini par rencontrer les grévistes le 27 octobre. Les négociations ont-elles abouti à une solution satisfaisante? Toujours est-il que la grève a pris fin dans la foulée des négociations.

Les commerçantes de poisson ont fait l'expérience que la loi de la jungle n'existe pas que dans le règne animal. Elle est aussi à la base de la société actuelle. Elles ont montré qu'en agissant collectivement on peut faire reculer plus fort que soi.

GROGNE DES PLANTEURS DE CACAO

D'habitude, c'est au début de la campagne café-cacao que le gouvernement fixe les prix de ces produits. Mais étant donné que la commercialisation du café est déjà privatisée, le gouvernement n'a donné qu'un prix indicatif que les acheteurs ne sont pas tenus de prendre en compte. Il reste à fixer le prix du cacao (dont la commercialisation sera privatisée à son tour l'année prochaine). Alors les producteurs de cacao ont tenu à faire savoir qu'ils n'accepteront pas un prix bas comme celui de l'année dernière.

En effet, l'année dernière, le prix du cacao/kg était de loin plus bas que celui fixé au Ghana. Alors les planteurs trouvent à juste titre cela injuste, d'autant qu'ils ont à faire face à des prix très élevés des engrais et d'autres produits de ce genre nécessaires à l'entretien de leurs plantations.

Ils ne comprennent pas que leur situation est déplorable, alors que c'est eux qui ont fait de ce pays le premier producteur mondial du cacao. L'un d'eux qui a reçu en 1974 la "coupe nationale" du meilleur planteur de cacao dit ceci: "L'année dernière, le gouvernement a fixé le prix du kilogramme de cacao à 570 F/kg pour la Côte d'Ivoire alors qu'il était à 850 F/kg au Ghana. Pourquoi ceux qui sont derrière nous, ont-ils un prix plus incitatif que le nôtre, alors que nous sommes le premier producteur de cacao...? Nous ne sommes pas d'accord avec ce prix; nous tenons à le dire. Il faut que le gouvernement révisé à la hausse le prix du cacao, au moins à 800 F ou à 700 F/kg".

Mais il n'est pas dit que le gouvernement prenne en compte cette revendication tout à fait légitime. Car c'est grâce à cette politique de bas prix du café et du cacao que les dignitaires du régime et les

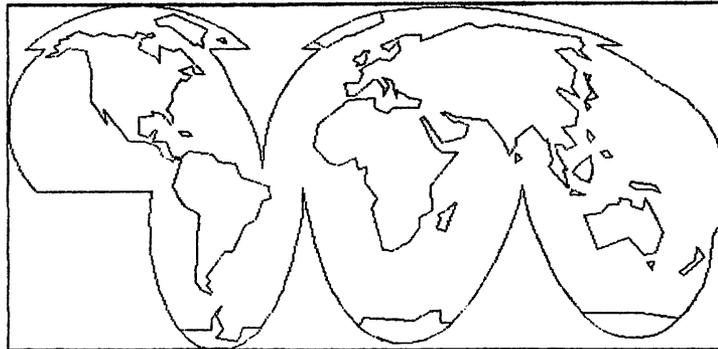
riches en général ont bâti leur fortune à des degrés divers. Ils entendent donc, pour la dernière fois, profiter au maximum de la vente du cacao (avant sa ~~privatisation~~ l'année prochaine). De plus, la CAISTAB qui a toujours servi de caisse noire au PDCI a besoin d'être bien garnie en vue de financer les prochaines élections présidentielles de l'an 2.000.

Tout cela explique que même si les planteurs tirent le diable par la queue, cela est loin de faire partie des préoccupations du gouvernement.

Le planteur qui a parlé au nom des autres planteurs a tenu à prévenir les dirigeants: "*Si le gouvernement ne nous donne pas satisfaction, nous irons vendre nos produits au Ghana... Nous allons renforcer et armer nos convoyeurs. Qu'on n'envisage pas alors de nous empêcher*" (de le faire).

Le message est clair. Mais il faudra probablement plus que des menaces pour amener le gouvernement à augmenter le prix du kilo du cacao comme ils le souhaitent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DES ECOLES AU RABAIS POUR LES PAUVRES

Les écoles privées fleurissent en Côte d'Ivoire car l'Etat, incapable de garantir la scolarisation, théoriquement obligatoire, délaisse de plus en plus l'enseignement aux privés. Il y a un peu partout ce qu'on appelle ici des "écoles-boutiques" dont le seul but est de se faire de l'argent sur le dos des parents pauvres. Ce sont des écoles au rabais qu'il faut de plus payer cher. Certaines n'ont d'école que le nom; tel cet instituteur qui a fait de sa chambre une "salle de classe" à Biabou. Certains établissements exigent que ce soient les parents qui payent jusqu'aux craies et cotisent pour l'entretien de ces écoles. C'est une véritable arnaque.

Où l'éducation des enfants est un grave problème dans ce pays. Malheureusement c'est dans tous les secteurs utiles à la

population que cela ne va pas. Qu'il s'agisse des hôpitaux, de la voirie, des transports en commun... Les gens du pouvoir disent que les caisses de l'Etat sont vides. A voir tous les détournements de fonds publics qui ont lieu par milliards de francs, et des fonds gaspillés dans des oeuvres de prestige il faut croire que l'argent il y en a quand même. Mais il faudrait que les travailleurs en colère secouent drôlement le cocotier pour qu'enfin l'argent des contribuables aille là où il faut plutôt que servir à gonfler les comptes personnels de ces parasites qui gouvernent. Il faudrait aussi qu'il fasse entendre leur colère pour exiger des augmentations générales des salaires car il n'y a pas de raison pour que tout augmente sauf les salaires des travailleurs!

L'EAU, UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE

Fraternité-Matin du 27 octobre consacre deux pleines pages au groupe Sodéci/CIÉ (groupe Bouygues). Il nous renseigne sur les milliards de bénéfice que ce groupe engrange tous les ans. On nous présente tout cela comme le summum de la réussite, l'exemple à suivre. D'ailleurs ce journal ne manque pas, en passant, de faire

l'éloge du PDG, qui est aussi un haut dignitaire du PDCI.

Comme en écho au succès financier, capitaliste, de cette entreprise, on apprend juste la veille, dans un petit entrefilet du journal "Le Jour" que plus de cent cas de choléras se sont déclarés dans deux petits villages situés dans la région

L E U R S O C I E T E

d'Issia. Faute d'eau potable, faute de borne-fontaine, les habitants sont obligés de boire l'eau du marigot contaminée.

C'est tout simplement révoltant et scandaleux que des gens puissent souffrir ainsi et même mourir comme des mouches comme si c'était quelque chose de normal, dans l'ordre des choses.

C'est révoltant qu'à la veille de l'an 2000 dont on nous parle tant, des populations entières dans ce pays n'ont ni eau courante ni électricité et

vivent encore comme nos ancêtres en consommant de l'eau des marigots.

Parce que dans ce monde pour riches, le profit pour la minorité est tout; la vie des millions des gens, rien!

L'eau et l'électricité sont des marchandises comme les autres. N'en consomment que ceux qui en ont les moyens. Pour ces gens-là, nous les pauvres, on n'a qu'à aller aux marigots ou crever. Ce qui revient souvent au même.

LES ORDURES !

Les ordures jonchent les rues d'Abidjan. Plus vous allez dans les quartiers pauvres, plus l'atmosphère y est nauséabonde à cause du pourrissement des déchets. Pourtant, nombreuses sont les maladies liées au non ramassage de ces ordures. Mais comme ce sont les pauvres, surtout leurs enfants, qui en sont les principales sinon les seules victimes, où est le problème?

ASH International, la société chargée de la collecte des ordures, est là pour collecter seulement de l'argent! Quant aux maires et aux députés, ils ne vivent pas dans les quartiers pauvres. Alors, les ordures n'ont qu'à s'entasser.

Les ouvriers et les ouvrières qui balayent les rues

ne touchent qu'un salaire de misère. Souvent autour de 15.000 francs par mois; sans masque anti-poussière et avec des balais pitoyables! Et vu leur nombre insuffisant, il n'y a que les axes principaux de la ville qui sont balayés.

La population des quartiers pauvres est obligée de s'organiser tant bien que mal pour le balayage et le ramassage des ordures qui s'entassent dangereusement dans les quartiers alors qu'il faudrait bien d'autres moyens pour en venir à bout.

Mais dans ce pays, il n'y a pas que dans les rues qu'on trouve des ordures. Il y en a partout, à commencer par le sommet du pouvoir! Et il faudra bien balayer tout ça un jour.

L E U R S O C I E T E

ABACHA A BATTU LE RECORD EN MATIERE DE CORRUPTION ? FAUT VOIR...

Sani Abacha, le dictateur nigérian, décédé le 7 juin dernier fut, dit-on, le dirigeant le plus corrompu de l'histoire de ce pays. Il aurait, à lui tout seul, volé plusieurs milliards de dollars des caisses de l'Etat provenant en grande partie des recettes pétrolières. Le nouveau gouvernement, dirigé par un autre général, Abubakar, auto-proclamé président, aurait récupéré à la famille Abacha une somme de 420 milliards de F cfa. Cette somme confisquée ne serait qu'une infime partie de celle encore détenue par cette famille. La presse a révélé que l'épouse du général Abacha a été attrapée à l'aéroport au moment où elle allait quitter le pays avec 38 valises dont beaucoup

étaient remplies d'argent.

Les généraux qui se sont succédé au Nigéria depuis 1985 auraient détourné entre 15 et 20 milliards de dollars. Et ça continue.

Ici en Côte d'Ivoire, ce ne sont pas des généraux qui se succèdent mais question détournement nos dirigeants tiennent bien leur rang. Si on fouille bien on pourrait bien battre quelques records. Ici nos dirigeants n'ont pas beaucoup de pétrole, certes, mais ils possèdent pas mal d'idées ingénieuses en matière de pillage des deniers publics et ils pourraient donner bien de leçons à leurs compères d'autres pays. N'est-ce pas messieurs les "grotos"?

*

*

*

**DECES DE DJENI KOBINA
LA TRAJECTOIRE
D'UN POLITICIEN BOURGEOIS ORDINAIRE**

La mort de Djéni Kobina, le Secrétaire Général du RDR, survenue le 18 octobre dernier, a tenu la "une" de l'actualité pendant plusieurs jours. Des flots d'éloges délirants d'un côté et des propos puant la xénophobie de l'autre.

Ainsi pour les partisans du RDR à qui le journal "Le jour" ouvre souvent ses colonnes, Kobina fut "un homme de conviction", un "vaillant combattant", méritant de rentrer dans le "panthéon des grandes personnalités historiques du continent africain". Pour ceux du PDCI l'ancien parti de Kobina, ce dernier était d'une "origine douteuse", un "étranger" puisqu'il a été enterré au cimetière de Williamsville qui serait, disent-ils, celui des "sans-origine".

Rappelons que Djéni Kobina, tout comme Ouattara, l'ancien premier ministre d'Houphouët, sont qualifiés d'"étrangers" selon le nouveau code électoral établi par Bédié et qui stipule que pour être éligible en Côte d'Ivoire il faut prouver que l'on est de "souche ivoirienne" et attester que ses parents sont nés tous deux en Côte d'Ivoire. C'est une loi imbécile qui n'a d'égale que l'imbécillité de ceux qui l'ont promulguée.

Les partisans de Djéni Kobina aiment volontiers insinuer que leur leader fut un opposant de longue date

puisque'il fut, avec Laurent Gbagbo, enrôlé de force dans l'armée de 1971 à 1973. Ce fut bien sûr un emprisonnement politique déguisé en service militaire. Il leur avait été reproché d'être à la tête d'un mouvement de grève dans le milieu des enseignants. Rappelons que tous ceux qui bougeaient à l'époque étaient alors taxés d'horribles "communistes" ou de "comploteurs". Ce fut le cas de Francis Wodié qui est, aujourd'hui, ministre de l'Enseignement Supérieur et qui a plutôt l'air d'un sage et docile petit toutou qui fait le beau après avoir reçu son petit morceau de "sussucre". Soit dit aussi que Gbagbo, cet autre affreux "opposant" ne demande pas mieux que Wodié. Il met seulement la barre un peu plus haut avant d'entrer au gouvernement, mais pas pour y faire quelque chose de différent. Il servira lui aussi de marionnette à Bédié pour calmer la contestation populaire surtout au cas où les travailleurs ou les étudiants mécontents de leur sort menaçaient de faire grève et sortaient dans la rue pour manifester leur colère.

Loin d'être un "rebelle", Kobina fut un cadre haut placé du PDCI, dans le sérail d'Houphouët. Il faisait partie de la pépinière dans laquelle Houphouët puisait pour les postes de sinécures. En 1975 il fut propulsé à Londres comme

représentant de la Côte d'Ivoire auprès de l'OIC (Organisation Internationale du Café). Ce fut le début de sa carrière politique. En avril 1976 jusqu'en septembre 1977 il fut nommé directeur de cabinet du ministre des Affaires Sociales puis à la tête de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale), une des plus grosses caisses noires du régime. De 1977 à 1983 il fut inspecteur général de l'Education Nationale. De 1983 à 1989, directeur de cabinet du ministre de la Sécurité.

En 1990 il fut pour une période de trois mois, directeur de cabinet du ministre de la Communication et de l'Information. En novembre de la même année il a été désigné par le PDCI pour le représenter à Cocody lors des élections législatives. De février 1991 jusqu'en avril 1994 il a siégé au comité central du PDCI et fut nommé secrétaire national chargé des relations avec les

autres partis.

Même après l'instauration du multipartisme en 1990 celui-ci restera dans l'ancien parti unique. Ce n'est qu'à la veille du décès d'Houphouët (décembre 1993), lorsqu'il était question de préparer sa succession, qu'il se distinguera en devenant le porte-voix du courant intitulé "rénovation" au sein du PDCI. En juillet 1994 il démissionne du PDCI pour créer le RDR. Voilà en résumé la trajectoire de ce politicien qui n'a rien de "vaillant combattant", ni de "courageux" mais qui au contraire ressemble comme deux gouttes d'eau à tous les autres politiciens bourgeois et qui n'avait d'autres convictions que celle de parvenir un jour dans le cercle restreint des hommes du pouvoir. Pour aller plus haut encore il avait misé sur une éventuelle arrivée au pouvoir de Ouattara. Malheureusement pour lui, c'est Bédié qui fut nommé "dauphin" et non Ouattara. C'est surtout cela qui lui a valu sa disgrâce auprès de ses anciens amis.

AMERIQUE LATINE LA PAUVRETE ET LA MISERE ONT AGGRAVE LES CONSEQUENCES DU CYCLONE

Le cyclone qui a frappé plusieurs pays de l'Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Salvador, Costa Rica et Guatemala notamment) a causé de nombreuses pertes humaines et des dégâts matériels très importants. C'est surtout au Honduras (6 millions d'habitants) et au Nicaragua (4,5 millions d'habitants) que ce cyclone, le plus dévastateur

qu'ait connu cette partie de l'Amérique, a été le plus meurtrier et le plus néfaste économiquement. Au Honduras, le fleuve en crue a détruit les récoltes de banane, de café et les habitations; au Nicaragua, le vent violent, l'éboulement d'une montagne et de surcroît l'éruption volcanique ont semé le désarroi parmi les populations.

Dans ces deux pays, l'ouragan aurait tué 12 000 personnes, le nombre des disparus s'élèverait à plus de 13 000, et les personnes sinistrées se compteraient par millions. Quant aux dégâts matériels, un responsable du programme alimentaire de l'ONU affirme que le Honduras et le Nicaragua ont reculé de "vingt ans en trois jours", et ont besoin de "3,2 milliards de dollars" d'urgence pour réparer les dégâts de l'ouragan.

Devant l'ampleur de cette catastrophe, sont dérisoires et ridicules les secours des pays capitalistes avancés pourtant responsables du pillage des richesses des pays sous-développés sous leur domination. On ne se bouscule pas pour venir en aide. Car voler au secours des victimes ne rapporte pas de profit. Alors on laisse crever. Du moins l'on fait un geste symbolique.

La France a envoyé un navire avec quelques hommes, les Etats-Unis se contentent de débloquer 3,5 millions de dollars. C'est honteux. Mais c'est ainsi qu'agissent les impérialistes. Quand il s'agit de mater une rébellion ou de donner une leçon à un dictateur qui leur est hostile, les dirigeants des pays impérialistes n'hésitent pas à utiliser les grands moyens. Les Etats-Unis par exemple ont dépensé des milliards de dollars et mobilisé des moyens

militaires colossaux pour faire la guerre en Irak parce que leurs intérêts étaient en jeu. Ils s'apprêtent à répéter le même scénario contre Saddam Hussein; ils s'apprêtent à mobiliser des milliers d'hommes, à utiliser des bateaux, des hélicoptères, des avions gros-porteurs, loin, en Irak, alors que juste à côté d'eux des millions de sans-abris du Honduras et du Nicaragua, démunis de tout, attendent du secours. Quant au gouvernement français, il dépense des sommes importantes pour sauvegarder ses intérêts en Afrique par le maintien des forces militaires dans un nombre de pays d'Afrique comme en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en République centrafricaine, au Tchad...

Alors, il n'est pas étonnant que les victimes du Honduras et du Nicaragua soient laissés à leur sort. D'autant plus que ces pays exploités pendant des siècles par l'impérialisme n'ont pas de moyens pour secourir les sinistrés. C'est cela qui explique le nombre considérable de victimes.

De telles catastrophes se produisent aussi dans les pays capitalistes. Mais elles ne font pas autant de morts, autant de dégâts parce que les moyens existent. Ce qui a tué le plus dans cette Amérique centrale, ce sont surtout la pauvreté et la misère, conséquences de l'exploitation capitaliste.

IL Y A 80 ANS SE TERMINAIT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le 11 novembre, le
gouvernement français

commémorait l'armistice qui a
mis fin à la guerre de 1914-

1918. Ce fut le premier conflit généralisé que les grands Etats capitalistes industriels se faisaient. La France, l'Angleterre et leur allié russe d'un côté, l'Allemagne et son allié l'empire Austro-hongrois ainsi que la Turquie de l'autre.

Pendant quatre années que dura cette guerre, au moins 9 millions d'hommes furent tués. Ce fut une boucherie. Lors des grandes batailles, comme celle de Verdun, 100 000 hommes furent tués de part et d'autre du front. Ceux qui cherchaient à s'échapper de cet enfer étaient ramenés par les gendarmes et fusillés. Lorsqu'une troupe manquait de combativité, les officiers faisaient fusiller pour l'exemple.

Cette guerre était mondiale, puisque des peuples des quatre coins du monde furent lancés dans ce tombeau. Dans les colonies françaises, d'Afrique, du Maghreb et d'Asie, ce sont 800 000 hommes (dont 180 000 Africains) en pleine fleur de l'âge qui ont été enrôlés de force pour être placés en première ligne dans les combats les plus meurtriers de l'armée de terre française. Bien peu sont revenus vivants.

Les dirigeants disaient à leurs peuples qu'il fallait se battre et mourir pour la patrie. En réalité, la seule raison et le seul enjeu de la guerre a été le repartage du monde entre grandes puissances impérialistes : l'Angleterre et la France principalement d'un côté, l'Allemagne de l'autre. Les deux premières ont réussi à se constituer des empires coloniaux en Afrique, en Asie au siècle précédent. La troisième, la plus dynamique sur le plan économique, s'est cependant développée trop tard. Elle ne

pouvait agrandir sa sphère d'influence, trop petite pour ses capitaux, ses investissements ou pour trouver des matières premières, qu'au détriment des autres. Les unes et les autres se battaient donc, en réalité, pour le droit de piller et d'exploiter les peuples coloniaux et sémi-coloniaux d'Afrique, d'Asie, du Moyen Orient et d'Europe de l'Est.

Dans les colonies, les Etats belligérants ont abondamment usé de la force pour capturer et expédier les "recrues" vers l'Europe. En Europe, ils se sont servis du poison que constituent le chauvinisme et le patriotisme pour faire accepter la guerre. En réalité, les gouvernements bourgeois redoutaient la force de la classe ouvrière. C'est pourquoi avant de s'engager dans cette guerre, ils ont cherché et finalement trouvé l'appui des dirigeants sociaux-démocrates. La majorité de ces dirigeants étaient réformistes. Ils ont cédé à la pression de leur propre bourgeoisie et ont fini par prôner la défense de leur propre impérialisme contre celui d'en face.

Seule une petite minorité fut résolue à maintenir à contre courant le drapeau de l'internationalisme dans les usines et sur les fronts. Il s'agit des Spartakistes allemands autour de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Il s'agit aussi de quelques dirigeants syndicaux en France tels que Monatte et Rosmer.

Mais en 1917, la troisième année de la guerre, les ouvriers, les paysans envoyés dans la boue des tranchées ont commencé à se révolter. Il y a

eu une vague de mutineries, de refus d'obéissance dès le début de cette année, aussi bien du côté français du front, que du côté allemand. A l'arrière, dans les usines où étaient cruellement exploités ceux qui n'étaient pas encore ou plus en âge de se révolter, mais aussi, les femmes de soldats, des grèves commençaient à se déclencher. De partout montait la volonté d'arrêter cette guerre, dont les peuples commençaient à réaliser à quel point elle n'avait rien à voir avec leurs intérêts, alors que ce sont eux qui en payaient le prix.

La bourgeoisie et ses représentants, la caste des officiers a réagi avec violence, par des fusillades pour l'exemple, par l'envoi des milliers de soldats aux bagnes militaires. Ce n'était même plus seulement la poursuite de la guerre qui les préoccupait, mais plus encore, la crainte que la guerre se transforme en révolution.

Et c'est en effet ce qui s'est passé. En Russie, la révolte s'est transformée en révolution. Les soldats ne se sont pas contentés de désobéir à leurs officiers, ils les chassaient et se mettaient à élire des conseils de soldats pour diriger des régiments. A l'arrière, dans les villes industrielles, les ouvriers ont élu des conseils ouvriers démocratiques pour défendre leurs intérêts. Dans les campagnes, la grande masse des paysans dont les enfants mourraient au front pour rien, commençaient à agir pour eux-mêmes, brûlaient les châteaux et commençaient à se partager entre eux les terres des seigneurs terriens qui les opprimaient jusque-là. Après quelques mois,

les multitudes de conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans, réunifiées en un conseil central - soviets en russe - ont décidé de prendre le pouvoir entre leurs mains pour diriger le pays dans l'intérêt de la population laborieuse. Pour la première fois dans l'histoire après la Commune de Paris, le prolétariat a pris le pouvoir dans un pays et chassait les bourgeois du pouvoir. Mais la révolution n'est pas restée circonscrite en Russie. Au cours des deux ans qui suivirent, en 1918 puis 1919, elle s'est propagée en Allemagne, en Hongrie, en Finlande. Jamais la chute du capitalisme n'a paru aussi proche.

La bourgeoisie a fini cependant par l'emporter. La principale cause de la défaite du prolétariat a été le fait que c'est sa propre direction, les grands partis social-démocrates, qui s'est mise entièrement au service de la bourgeoisie pour rétablir l'ordre. La Russie mise à part, seules des minorités issues de la social-démocratie s'y étaient opposées et qui allaient prendre le nom de communistes.

Ainsi, le drapeau rouge des travailleurs ne réussit de continuer à flotter victorieusement qu'en Russie sous la direction du parti bolchevique de Lénine et Trotsky. C'est ce drapeau qui symbolisa l'espoir d'un monde nouveau.

Le système capitaliste, bien que vieillissant, a finalement réussi à prendre le dessus. Mais de crise économique en récession il entraîna l'humanité, 20 ans après la première guerre mondiale, dans un nouveau conflit encore plus

meurtrier que le précédent.

De nos jours, depuis un quart de siècle, ce système infâme souffre à nouveau d'une crise qui entraîne des faillites en chaîne et bascule dans le chômage et la misère des prolétaires aux quatre coins de la planète. Comme disait Jean Jaurès, un dirigeant ouvrier français opposé à la guerre: "*Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage*". Mais sans même parler du risque de guerre mondiale généralisée, le continent africain souffre gravement et en permanence de la pauvreté et du sous

-développement, conséquence du pillage capitaliste. Aux guerres ethniques stériles qui découlent de cet état de fait, s'ajoutent les méfaits des bandes armées derrière lesquelles il y a les manoeuvres des grands trusts du diamant, du pétrole, du cuivre. C'est-à-dire en dernier lieu, des puissances impérialistes elles-mêmes.

C'est pourquoi il est indispensable que les travailleurs de tous les pays se donnent la main pour déclarer la guerre à la guerre en renversant la bourgeoisie à l'échelle du monde.

*

*

*

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.

- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective:

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.